

Pontivy. La maire juge « inacceptable » la fermeture du service des impôts des entreprises



Christine Le Strat, maire de Pontivy, a reçu, jeudi 11 juillet 2019, les représentants de l'intersyndicale. | DR

Face au départ annoncé du service des impôts des entreprises de Pontivy, Christine Le Strat, maire de Pontivy, a reçu, ce jeudi 11 juillet 2019, les représentants de l'intersyndicale du Centre des Finances Publiques. Elle juge « inacceptable » la fermeture du service.

L'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT, et FO était réunie la semaine dernière (lire Ouest-France du 4 juillet), devant le Centre des finances publiques de Pontivy pour exprimer leurs craintes et leur colère après avoir pris connaissance, le

11 juin dernier, lors d'un comité technique local d'information, du projet national de restructuration des centres des Finances publiques. Le projet prévoyait la disparition du service des impôts des entreprises.

« Où est la plus-value pour la direction des finances publiques ? »

Face à cet état de fait, Christine Le Strat, maire de Pontivy, a reçu jeudi 11 juillet 2019, les représentants de l'intersyndicale. **« Madame la maire s'était fait présenter le projet par Claude Girault, le directeur départemental des Finances publiques du Morbihan. Elle**

en était sortie rassurée, explique l'intersyndicale. Mais, on avait omis de lui annoncer la disparition du service des impôts des entreprises. »

Christine Le Strat a donc écouté pendant une heure l'« **inquiétude et la grande détresse** » des agents pontivyens. « **Après le départ du service « cadastre » et « fiscalité immobilière » en 2016, du service « publicité foncière » en 2017, le Centre des finances Publiques de Pontivy était déjà fragilisé. L'annonce du départ du service des impôts des entreprises vers Lorient est aujourd'hui un très mauvais signal lancé aux entreprises du secteur. Annoncée sans même avoir averti les élus et sans calendrier précis, cette fermeture est totalement inacceptable,** a expliqué la maire. **Où est la plus-value pour la direction des finances publiques en centralisant ce service sur Lorient ? Les agents de Pontivy connaissent nos entreprises et sont à même de leur procurer les conseils nécessaires, ce ne sera plus le cas si ce service est transféré à Lorient. »**

L'intersyndicale rencontrera la députée du Morbihan, Nicole Le Peih, lundi 22 juillet 2019, à 14 h, dans les locaux de sa permanence à Baud.